

DROIT DU TRAVAIL

DROIT DES SOCIÉTÉS

CRÉATION ET TRANSMISSION
D'ENTREPRISE

FISCALITÉ ET PATRIMOINE

DROIT DES CONTRATS

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

RÉSOLUTION AMIABLE DES LITIGES

CONTENTIEUX DES AFFAIRES

SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

DROIT PUBLIC

FORMATION

ENVIRONNEMENT

COMMERCE INTERNATIONAL

AVOCATS ASSOCIÉS

Corine ANDRIEUX
Nathalie BAILLY
Frédéric BLAISE
Maryline BUHL
Alexia CADIX
Armin CHEVAL
Olivier COLNAT
Thibaut CUNY
Catherine EDELENYI
Cyrille GUENIOT
Charlène MANGIN
Hervé MONTAUT
Anny MORLOT
Mickael MUNIN
Dominique PIERSON
Philippe SESTER

AVOCATS

Pauline BARREAU
Anne CHARLIQUART
Géraldine EMONET
Cécile GEORGEON
Brigitte JAMIN
Vincent LARRORY
Véronique LEMERCIER-HENNON
Philippe LHUILLIER
Alice MARCHAL
Audrey REMY

AVOCATS SENIOR COUNSEL

Jacques BROUILLET
Claude NOEL

MEMBRES DU GIE GROUPE ACD

Bruno BERKROUBER
Nicole GUERBERT
Séverine VALENT
Olivier VILLETTE

AVOCATS HONORAIRES

Didier-François APOSTOLO
Catherine CLOQUET
Robert COLAS
Pierre-Jean GUARDIOLLE
Christian RENEY



Flash Références RH – Janvier/Février 2022

- La jurisprudence de la chambre sociale de la cour de cass sur le droit de la preuve
Un dossier de la semaine sociale Lamy 18/1/21
- Le détachement transnational en France
LS 17/9/21. (1) et LS 28/9/21 (2)
- Quel est le rôle du CSE en cas de déménagement de l'entreprise ?
Dossier LS 11/10
- Le recours à l'expertise santé sécurité par le CSE
payé à 100 % par l'employeur en cas de litige grave (art L235- 80
et à 80 % en cas d'introduction d'une nouvelle technologie ... sauf si le CSE
n'a pas un budget suffisant (art 2315-80)
2^e LS – 15 novembre 2021
- Conditions de validité d'un mandat social avec un contrat de travail?
Jp sociale Lamy 18/11/21
- Mettre en place une rémunération variable
Cahiers du DRH du 12/21
- Organisations hybrides du travail
5 recommandations de l'ARACT IDF
www.anact.fr
- Evaluation des frais professionnels pour 2022.
LS 17/1
- Bilan des ordonnances Macron.
SS Lamy 17/1
- Dossier LS du 27/1 sur l'aide exceptionnelle à l'embauche d'alternants
- Liberté d'expression du lanceur d'alerte. Nouvelles précisions de la Cour de Cass
JP Sociale Lamy 21/2/22. Cassoc 19/1/22. No 20-10 057
- Le droit de la preuve.
JP Semaine Sociale Lamy 24/1
- La santé au travail.
SS Lamy 24/1
- Les charges sociales et fiscales au 1/1/22.
LS 24/1

- Le bareme Macron en suspens ? Attendre la décision de la cour de cass prévue le 31/3/22
Dans la SS Lamy du 31/1
- Idem pour Contrat de travail et liberté religieuse
- Questions/réponses sur le passe vaccinal.
LS 3/3

Jacques Brouillet

Avocat

07 88 03 21 63



